



Arrêté préfectoral n°2026 - 244 du 13 FEV. 2026

abrogeant l'arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025 mettant en demeure la société CHRISTIAENS de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant l'exploitation, sur le territoire des communes de Mouzay et Lion-devant-Dun, d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et de ses installations annexes

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.511-1, L.514-5 et R.171-1 ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;
- Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant la société CHRISTIAENS à exploiter, sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110), une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) ;
- Vu la visite de contrôle de la carrière susvisée, effectuée le 2 avril 2025, par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé LD/188-2025, en date du 22 avril 2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, établissant que la société CHRISTIAENS ne respecte pas les dispositions suivantes relatives au fonctionnement de la carrière :
- absence de garanties financières, conformément à l'article n°11.3 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013,
 - anticipation de l'exploitation d'une zone en décalage du calendrier prévu par le plan de phasage, sans que cette modification ne soit portée préalablement à la connaissance de l'autorité préfectorale, conformément à l'article R.181-46 II du Code de l'environnement,
 - absence de plan de la carrière à jour, conforme à l'article n°8.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 précité,
 - absence de point d'aspiration pour la lutte contre l'incendie, prévu à l'article n°8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025 mettant en demeure la société CHRISTIAENS de respecter les dispositions susvisées ;

.../...

Vu la visite de contrôle de la carrière susvisée, effectuée le 29 janvier 2026 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé LD/56-2026 du 5 février 2026, constatant le respect des dispositions réglementaires pour lesquelles l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025 susvisé ;

Considérant, par conséquent, que les mesures édictées par l'arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025 susvisé, peuvent être levées ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1er : Abrogation de la mise en demeure

L'arrêté préfectoral n°2025-869 du 21 mai 2025 mettant en demeure la société CHRISTIAENS, dont le siège social est situé RD 87, le Bochet de la Lorraine à EPAUX BEZU (02400), de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant l'exploitation, sur le territoire des communes de Mouzay et Lion-devant-Dun, d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et de ses installations annexes, **est abrogé.**

Article 2 : Information des tiers

Le présent arrêté est publié, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État en Meuse, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg, 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- et/ ou recours hiérarchique, adressé au Ministre de la transition écologique, de l'aménagement du territoire, des transports, de la ville et du logement, Arche de la Défense, Paroi Sud / Tour Séquoia, 92055 LA DÉFENSE Cédex.

En outre, en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 place de la Carrière, CO n°20038, 54036 NANCY Cédex, ou par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée, à titre de notification, à la société CHRISTIAENS et, pour information, aux Maires des communes de Mouzay et de Lion-devant-Dun, ainsi qu'à la Sous-Préfète de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,


Christian ROBBE-GRILLET